

# Aller au-delà

**L**A situation politique du Pays Basque n'est pas réjouissante. Affaire Buesa, chômage croissant, fermeture d'usines, division en trois administrations, trahison nette du PNV à la cause nationale basque, faiblesse opérationnelle d'ETA, crise mondiale de la gauche socialiste, opportunité européenne perdue, etc. L'optimisme est impossible à courte échéance quoiqu'une partie importante de la population, autour d'HB, maintienne un niveau de lutte impressionnant.

Il faut donc sortir des lamentations sans fin. Les choses sont comme ça et il faut absolument en sortir ; un peu comme l'on a fait dans les années cinquante, en plein franquisme et en plein écroulement des espoirs fondés sur l'aide des «démocraties occidentales».

La trahison du PNV (j'emploie le mot à dessein et très consciemment) a fini par altérer le cours prévisible des choses. L'élan ? La lancée «balto-catalane» a été stoppée à Lakua, et ce n'est plus la peine de se torturer jusqu'à la fin des siècles à ce sujet. Le PNV a boycotté toutes les initiatives abertzale, y compris la honteuse bataille rangée contre «Egunkaria» et le refus de condamner l'anti-basque Buesa.

Dans un certain sens on peut parler de crise du projet national basque : les espagnolistes, enhardis par la trahison totale du PNV, sont passés à l'offensive. Il faut partir de cette réalité. Et il faut réorganiser la lutte sur des bases réalistes.

Il faut classer le PNV avec le PSOE, et le traiter comme parti ennemi du peuple basque. C'en est assez du «parti frère», et analogues. Le PNV est un parti ennemi. Plus question de compter sur lui pour aucun projet national basque.

## Txillardegi

Il faut tirer toutes les conclusions de l'échec absolu du modèle «marxiste-léniniste». La gauche abertzale doit prendre des distances nettes par rapport au projet. Quant à la social-démocratie, ce n'est pas la peine d'en parler. La gauche est en pleine crise et la gauche abertzale, comme la gauche tout entière, doit être consciente de cette crise profonde et ne plus centrer sa stratégie sur des valeurs et des projets surannés.

Quoique le moment soit passé (crise balte, éclotions nationales de l'ancienne URRS, Yougoslavie, Tchécoslovaquie même), la mode antinationnalitaire des années 60 («le problème national est dépassé», «le marxisme est invincible parce qu'il est vrai», etc.) est tout à fait périmée. De ce point de vue, le contexte international est favorable, même s'il était encore meilleur il y a trois ans.

## “ Un programme politique avec un axe indépendantiste

Ceci étant dit, je crois voir clairement que le moment est à l'autodétermination et l'indépendance. C'est l'heure de l'indépendantisme tel qu'ERC (1) l'a compris très vite. Et il faut un programme purement indépendantiste sans dimension écologique, ni féministe, ni autres. Le programme doit être Euskadi askatua, sans plus. Il faut rejeter tout préalable et tout addenda.

Cela implique une définition, en congrès constituant

tout-puissant, d'une idéologie (ou d'un programme minimum de principe, si l'on préfère), programme à axe indépendantiste, d'une stratégie indépendantiste et une tactique indépendantiste, dont le premier palier serait à définir concrètement.

Ceci serait un fait politique nouveau. Il y a des indépendantistes à HB, qui se définit lui-même parti indépendantiste, et il y a des indépendantistes à EA, à EUE, à EMA, à EB, à Patxa. Il n'y a plus d'indépendantistes au PNV, sauf à l'état résiduel. Il n'y en a pas, bien entendu, au PSOE ou au PS français. Mais ce qui serait nouveau c'est que ce mouvement indépendantiste n'aurait pas d'autre dimension. Je reviens à l'idée du front abertzale sur un minimum (non pas sur un programme maximum qui se définit aussi sur les autoroutes, les homosexuels, ou le modèle de professeur d'université). Je demanderais un programme minimum centré sur l'indépendance et sur l'autodétermination, bien entendu, comme moyen d'émancipation.

Un programme politique nouveau n'est pas crédible s'il n'est pas défendu par un groupe de personnes crédibles. Ceci veut dire d'une façon plus précise que les personnes qui se sont mouillées au long des dernières années sur des lignes d'action aujourd'hui dépassées doivent quitter le devant de la scène politique. C'est une condition de crédibilité politique. Ce n'est pas la peine de parler plus clairement. Tout le monde comprend ce que je veux dire, et à qui je pense.

Je crois fermement que, sans cette clarification de la politique basque, l'impasse que nous subissons est insurmontable.

(1) Esquerra Republicana de Catalunya.

## Une logique de montre molle

**J**E ne ferai pas l'injure à Mme Alliot-Marie, ancienne secrétaire aux universités, d'avoir l'esprit confus ou de ne pas maîtriser parfaitement la syntaxe de la langue française ou encore de prendre des libertés avec le sens des mots au point de confondre l'Etat et le gouvernement, l'exode et l'exil. Cependant, à la lecture qu'elle nous inflige dans le document paru dans le quotidien Sud Ouest du 10 juin 1992, on peut s'interroger. Cela serait-il dû au surmenage consécutif à la tournée des Herriko etxea peut-être. Plus probablement, je pense que se faire l'avocat d'une mauvaise cause oblige son auteur à des contorsions dans lesquelles, bien qu'entraîné à celles qu'impose le sport politique, il trouve ses limites. De quoi s'agit-il : si j'ai bien compris sa pensée, Mme Alliot-Marie au prix de bien des détours agrémentés de contours veut nous persuader que les moutons de sa circonscription doivent se regrouper autour de la bergère qui n'a de compte à rendre qu'à l'Etat français et qu'il convient pour assurer son salut de ne pas écouter les sirènes du fédéralisme, du séparatisme, du nationalisme et tutti quanti ! Pour étayer sa démonstration point d'arguments sérieux pas même une belle langue de bois, seulement amphigouris et salmigondis,

nomie Basque Espagnole (Basque et Espagnol prennent une majuscule dans la langue Française ainsi que Breton) a bénéficié d'un reclassement spectaculaire grâce à la fois à ses ressources naturelles et au dynamisme industriel et bancaire de l'Espagne favorisée par une politique plus souple du gouvernement socialiste outre pyrénéen».

### L'enfer du fédéralisme, le paradis du tout-Etat

Voilà une affirmation qui va exactement en sens inverse de la démonstration soutenue tout au long du propos. Car si je vous ai bien comprise, madame le Député, nous avons le choix entre l'enfer du fédéralisme ou de l'autonomie et le paradis du tout-Etat ; mais dans le cas d'Euskadi l'autonomie paraît être un statut avantageux ! Alors. Plus loin vous écrivez «la logique de tout-Etat fédéral va dans le sens de la centralisation et de l'uniformisation», sauf votre respect, madame le Député, puis-je me permettre de vous dire que votre logique me semble aller dans le sens contraire des aiguilles d'une montre molle. A voir comment vous jonglez avec un oursin que vous désignez sous le vocable de région (14 fois) terroir (1 fois) entité géographique (1 fois) réserve de chlorophylle (1 fois) etc... contre

**T**XILLARDEGI a renoncé à son mandat de sénateur en accord avec le bureau politique d'HB. Son mandat était incompatible avec son poste de professeur d'université qu'il a préféré conserver car le gouvernement espagnol refuse de lui verser, pour des raisons politiques, la moindre indemnité parlementaire. Il sera remplacé en tant que parlementaire par l'écrivain Eva Forest. Txillardegi précise : «Je continue à oeuvrer au sein d'HB, car c'est là que se situe l'espérance politique raisonnable pour tout abertzale

conséquent». Comme les autres sénateurs HB, Iñigo Iruin et José Luis Elkoro, Eva Forest a été obligée de jurer respect à la Constitution espagnole «par impératif légal», selon la formule longtemps refusée par le président Laborda et finalement admise par le tribunal constitutionnel espagnol. Le 23 juin, le bureau de l'Assemblée nationale a décidé de suspendre, pour une année de plus, les indemnités parlementaires dues aux trois députés HB qui refusent de siéger (114 millions de centimes pour un an).

savoir quel était le sujet, enfin, car on peut imaginer que l'avenir de la Picardie ne trouble pas votre sommeil) on peut supposer que, pour vous, appeler un chat un chat vous amènerait à tomber dans une souricière. Mais à quoi bon prendre tant de précautions puisque vous y tombez quand même ; la preuve, vous écrivez : «Il faut savoir la mobiliser (la solidarité) aujourd'hui au profit de notre département pour redonner confiance et espoir dans l'avenir du Pays Basque, avec ses particularismes et ses spécificités». Nous sommes heureux d'apprendre de votre bouche la naissance du département du Pays Basque, encore un petit effort et vous nous parlerez du peuple basque.

Un mot encore, le dernier. On voit bien

en guise de préambule : à ces pauvres concitoyens baptisés... du titre d'étranger parce qu'ils ne sont pas nés dans la région, le département ou le village, les pòvres... N'étant né ni dans l'un ni dans l'autre et ni dans l'autre, et me trouvant parfaitement bien ici je me sens tout à fait à l'aise pour qualifier votre propos de démagogique. S'ils veulent se sentir moins étrangers je conseille à vos amis de s'abonner à Enbata en plus du Figaro.

Arnotegi.

**Enbata** hebdomadaire politique basque 3, rue des Cordeliers - 64100 Bayonne  
Tél. 59 25 68 03 - Fax : 59 59 74 67  
Abonnement d'un an : 290 F Responsable de la publication : Jakes Abeberry  
Imprimerie du Labourd Bayonne. Dessin Etxebeltz.